

**Coalition des Organisations Mauritaniennes
pour l'Education (COMEDUC)**

CRF B 2, N° 0662 bis, Arafat, Nouakchott – Mauritanie

e-mail : comeducmauritanie@gmail.com

Site web : www.comeduc.net



**ائتلاف المنظمات
الموريتانية من أجل التعليم**

كرفور ب 2 رقم 0662 مكرر، نواكشوط، موريتانيا

بريد إلكتروني: comeducmauritanie@gmail.com

الموقع الإلكتروني: www.comeduc.net

Nouakchott, 15 Novembre 2024

Communiqué de presse : Non à la violence contre les enseignants

Au moment où les Mauritaniens préoccupés par l'éducation et la réforme de l'enseignement aspirent à une école républicaine où l'enseignant bénéficie de respect et de considération, des policiers ont recouru à la violence contre les enseignants, dans un contexte de revendications légitimes liées à l'amélioration des conditions de travail et à la défense des droits.

Alors que les enseignants participaient à une manifestation pacifique organisée par leurs syndicats le 14 novembre 2024 à la place de la Liberté à Nouakchott, les policiers ont fait preuve d'une violence excessive, portant atteinte à leurs intégrités physiques et à leurs dignités.

Ces actes odieux et intolérables dans un pays censé respecter la primauté du droit au XXI^e siècle ont été filmés et largement relayés par les réseaux sociaux, mettant en lumière une escalade préoccupante de l'intolérance face à l'expression démocratique et à la liberté syndicale.

A la Coalition des organisations mauritaniennes pour l'éducation (COMEDUC), nous condamnons fermement cette violence policière qui constitue non seulement une violation des droits humains fondamentaux mais aussi une atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation garanties par la Constitution et par les engagements internationaux de notre pays.

En tant qu'acteurs de la société civile, engagés pour une éducation de qualité, nous rappelons que les enseignants, qui jouent un rôle clé dans la formation des générations futures, doivent pouvoir exercer leurs droits à la liberté d'expression et de manifestation sans crainte de répression. Nous insistons également sur l'importance de la déontologie et de la responsabilité des forces de l'ordre, qui doivent garantir la sécurité et la protection des citoyens, et non recourir à la violence à l'encontre de ceux qui exercent leurs droits démocratiques.

Nous appelons les autorités compétentes à ouvrir une enquête immédiate et transparente sur cet incident, à sanctionner les responsables de cette agression et à prendre des mesures afin d'éviter de tels abus à l'avenir. Nous demandons également que les enseignants agressés reçoivent toute l'attention et le soutien nécessaires pour leur prise en charge et leur protection.

Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une éducation accessible, de qualité et émancipatrice, ainsi que notre soutien aux enseignants qui œuvrent chaque jour pour la réussite scolaire de nos enfants. Nous appelons à défendre la dignité des enseignants et à lutter contre toute forme d'entrave à leur travail et à leurs droits.

Nous appelons également tous les citoyens, organisations et institutions à se mobiliser pour défendre les droits fondamentaux des enseignants et à exprimer leur solidarité face à cette agression inacceptable.

Le Conseil d'administration.